

luge biaisant par rapport à la ligne de pente, etc. Moments où en ratant, l'élève accède à la singularité, se disjoint du troupeau.

La marche au pas vers le même n'est pas à proprement parler une histoire. Un corps d'enfant n'est un corps de fiction que s'il préserve en lui une part dégingandée, un morceau mal dégrossi, un membre mal ajusté au moule. C'est à force de rater que, de vache qu'il était, le désormais célèbre Jojo se hisse au statut de personnage. C'est, par définition, en se soustrayant au mimétisme programmatique qu'il sort du lot et impose son roman, celui d'un cancre irréductible à toute identité répertoriée, drôle de corps, drôle de gueule, grimaces surgies de nulle part et en diagonale par rapport aux situations. Se déploie sous nos yeux, et contre toute attente dans un espace aussi verrouillé, la série des aventures de Jojo : Jojo photocopie un livre à l'envers, Jojo barbouille ses mains et son front plutôt que l'approximatif sapin qui s'étale sur sa feuille, Jojo ouvre grand la porte qu'on le somme de ne pas fermer, Jojo complète par « zontale » le nom d'un doigt qu'on lui dit commencer par « auri » et ainsi de suite. Jojo ne manque jamais de manquer. Le plus beau réside dans ce que l'immuable Maître Lopez s'émeut de toutes ces bêtises. Peu à peu Jojo se révèle son élève préféré, hommage de la vertu au vice, de l'Un au multiple. Entre ces deux-là circule une parole autrement sinieuse, retorse et surtout bilatérale que celle qui devrait avoir cours entre un maître incorruptible et un sujet réfractaire. Lors de la journée au collège, l'adulte s'assoit par terre, aux pieds de l'enfant grimpé sur une chaise et l'invite à s'élever dans la suite des nombres en trouvant à chaque fois celui qui sera supérieur au dernier évoqué : mille puis dix mille puis cent mille puis cent milliards. Le but de l'opération est évidemment pédagogique (donner à l'enfant l'idée de l'infini) et disciplinaire (prévenir son ennui et les catastrophes afférentes), mais il y a alors plus que du volontarisme dans l'impassibilité tenace du maître : s'il consacre tant de temps au seul Jojo, c'est, par-delà sa fonction, par-delà le sens du sacrifice du missionnaire de l'État, parce qu'il l'aime résistant et échappant, parce qu'il aime que quelque chose le déborde. À ce moment, il est démocrate.

Luc Boltanski

La gauche après mai 1968 et l'aspiration à la Révolution totale

La gauche s'est fondée sur deux types de critiques, sociale et artiste, que le capitalisme intègre plus ou moins bien. En reprenant les points clés de son ouvrage écrit avec Eve Chiappello *Le nouvel esprit du capitalisme*, Luc Boltanski montre le couplage fort entre formes démocratiques du débat et de la critique et changements des modèles d'organisation du capitalisme. Les débats actuels sur la biopolitique de la parenté font émerger des êtres jusqu'ici absents de la République : est-ce la nouvelle forme de « révolution totale », notion fondatrice des approches de la gauche ?

C'est un lieu commun de constater qu'il est de plus en plus difficile, dans les démocraties de l'Europe occidentale, de distinguer les politiques de gauche des politiques de droite. Aucun des critères habituels ne permet de tracer une ligne de démarcation nette¹. Ainsi, pour prendre quelques exemples, la préférence pour la propriété d'État sur la propriété privée, la première étant considérée comme plus favorable à la justice sociale et comme garante de la qualité et de l'impartialité du service public, qui caractérisait la gauche au temps où le socialisme constituait à la fois un modèle et un repoussoir, n'est

■ Ce texte reprend sous une forme plus courte une conférence donnée à l'École des Mines de Paris en janvier 2001 dans le cadre du cycle « Récalculances » animé par Isabelle Stengers et Bruno Latour. ■■■

■■■ Ce texte fut publié sous une version anglaise dans *Thesis Eleven*, n° 69, May 2002, pp. 1-20 (Sage publications)

plus un marqueur discriminant à une époque où les gouvernements de gauche s'empressent de privatiser dès qu'ils parviennent au pouvoir. De même, la croyance dans le progrès, le culte de la science et de la technique, la volonté de « moderniser » sont, depuis fort longtemps (et en France, au moins depuis les années de reconstruction qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale), également partagées entre la gauche et la droite. On pourrait montrer de même que les mesures justifiées par la recherche d'une plus grande justice sociale ont été, depuis cinquante ans, prises aussi bien par des gouvernements de droite (quoique le plus souvent sous la pression de mouvements sociaux de gauche) que par des gouvernements de gauche, etc. Il serait très difficile aujourd'hui, en France, de décrire deux politiques cohérentes, l'une de gauche et l'autre de droite, qui, sur la plupart des thèmes pertinents, permettrait de tracer des frontières nettes; rien ne serait plus facile que d'énumérer les problèmes inscrits à l'agenda politique qui suscitent autant de séparations à l'intérieur de la gauche et à l'intérieur de la droite qu'entre la gauche et la droite. Pourtant, la polarisation, au moins au niveau des comportements verbaux, entre la gauche et la droite demeure très vive, presque aussi intense qu'à l'époque de la guerre froide, quand les positions politiques se définissaient par rapport à l'existence d'un parti communiste puissant. Pour comprendre un tel paradoxe, il faut revenir très rapidement sur la spécificité historique de la gauche, sur ce qui en constitue, pour reprendre un terme emprunté à Péguy, la « mystique », ce terme étant pris ici au sens d'un cœur idéologique qui ne peut être totalement abandonné sans un complet reniement, même si ce vers quoi il pointe n'est pas, ou est très incomplètement, réalisé dans les faits.

La gauche et les origines de l'idée de Révolution totale

Suivant les analyses de Bernard Yack², nous dirons que la gauche a partie liée, depuis la toute fin du XVIII^e siècle, à un horizon qui est celui de la « Révolution totale ». Il est impossible de résumer en quelques lignes les analyses de B. Yack. Après l'échec de la Révolution française, les philosophes de l'idéalisme allemand que Bernard Yack rattache à ce qu'il appelle la gauche kantienne, considèrent qu'une révolution accomplie seulement sur le plan politique ne suffit pas à lever les obstacles permettant de résorber les motifs d'insatisfaction face au monde tel qu'il est. Ils

entreprennent alors de dévoiler des sources d'insatisfaction liées à des formes historiques ou sociétales caractérisant la façon dont s'établit le lien entre les hommes. Ils mettent alors l'accent sur le caractère déshumanisant de la société

² B. Yack, *The Longing for Total Revolution. Philosophic Sources of Social Discontent from Rousseau to Marx and Nietzsche*, Princeton, Princeton UP, 1999.

« moderne » et sur « l'esprit » des relations sociales qui prévalent dans le monde moderne. Le monde moderne est dévalué en tant qu'il condamne les hommes à être non humains ou non complètement humains. La Révolution totale consiste alors à identifier et à dévoiler ce qui, dans le cœur des relations sociales, entrave la pleine réalisation de l'humanité, puis à transformer radicalement les conditions sociales de façon à permettre l'apparition d'un homme nouveau, pleinement humain. Le changement proprement politique peut être conçu, dans ces conditions, comme le résultat mécanique de la Révolution totale, non comme son origine. Le terme de Révolution totale est introduit par Schiller (dans *L'éducation esthétique de l'homme*) qui identifie la source principale d'insatisfaction dans la sphère des relations esthétiques et sera repris par Marx qui la transporte dans celle des relations économiques et des rapports de propriété. B. Yack montre que, pour la gauche kantienne, la capacité d'échapper à des conditions déshumanisantes est dérivée d'une interprétation rousseauiste de l'autonomie kantienne. Le caractère vraiment humain des hommes s'affirme dans leur liberté qui leur permet d'opposer leurs propres fins à celles qui leur sont imposées par la nature ou par la société, ce qui suppose que soit écartée toute référence à une « nature humaine » immuable. L'aspiration à la révolution totale prend, par-là, un caractère historiciste. Tout phénomène, pour être compris doit être rapporté, non à une nature humaine, mais à son contexte historique. Chaque moment historique possède son « esprit » particulier que des actions individuelles isolées sont impuissantes à changer. Seule une action globale peut transformer le monde. Mais la transformation globale est elle-même subordonnée à un travail théorique pour identifier ce qui, dans le monde historique tel qu'il se donne, constitue la source principale d'inhumanité.

En prenant appui sur ces analyses on peut dégager quelques caractéristiques qui marquent l'auto description de la gauche au cours du XX^e siècle (et aussi, par contraste, des traits « typiques » de la droite, au moins telle qu'elle est vue depuis des positions de gauche). La caractéristique principale de la gauche est qu'elle est critique. Au contraire, la droite est à l'aise dans une posture qui est l'exact opposé de la critique: la célébration. Tandis que, depuis la gauche, se manifeste une insatisfaction constante face à la vie et au monde, tel qu'il est et dont il convient de dévoiler les dehors hypocrites, la droite célèbre les grands hommes, les institutions, le monde vécu, la nature, la coutume et, avec l'attachement à la morale, l'ordre qui régit les interactions entre les hommes. Si la droite ne nie pas l'existence du mal, elle lui confère un caractère ontologique. Le mal est inhérent à la condition humaine, même si des efforts méritoires, accomplis par des individus, permettent de l'atténuer. À l'inverse, la gauche, ayant une vision historiciste du cours du monde, identifie le mal

à l'existence de conditions socio-historiques déterminées et dominantes. C'est en ce sens que l'insatisfaction conduit, à gauche, à une exigence de révolte et s'exprime dans une rhétorique particulière: celle de la protestation. À ces différentes relations à l'histoire sont associées des anthropologies également différentes. La droite croit, de toutes ses forces, en une nature humaine. L'homme est ce qu'il est et rien ne pourra fondamentalement y changer quelque chose. À l'inverse, vu de gauche, l'homme du passé et l'homme actuel ne sont pas le tout de l'homme. L'homme est à faire et, en ce sens, il est toujours, dans son essence, inconnaissable. C'est la raison pour laquelle la critique de gauche ne se sent pas sommée de dévoiler les fondements éthiques de son indignation. Car, pour dévoiler et pour comprendre complètement ce qui suscite l'indignation il faudrait pouvoir prendre appui sur un bien qui n'existe pas encore et qui est même, dans les conditions présentes, inconnaissable en totalité, inimaginable. C'est seulement quand, sous l'effet de la critique, les conditions d'apparition d'un homme nouveau seront réalisées, que pourra alors se dévoiler le bien qui soutenait, dans l'obscurité d'un destin historique, l'indignation qui l'a fait advenir.

La gauche critique dans le capitalisme

Quel est l'objet le plus global sur lequel convergent les multiples critiques émises depuis la gauche? Depuis la seconde moitié du XIX^e siècle cette question est associée à celle du capitalisme. La gauche s'est très largement reconnue (même dans cette forme hybride qu'a constitué le fascisme) dans la critique du capitalisme. Pourtant, le rapport de la gauche au capitalisme est complexe parce que, si la gauche constitue l'instance critique par excellence du capitalisme, elle est aussi, depuis deux siècles, encastree dans le capitalisme. Cette ambiguïté a d'ailleurs été reconnue par Marx, jamais à cours de louanges pour le capitalisme dans son rôle historique d'instrument de libération de la société traditionnelle et, par-là, de moteur de l'Histoire (position que l'on retrouve aujourd'hui, par rapport aux nouvelles formes de capitalisme, chez un penseur « radical » comme Antonio Negri). Ajoutons que la relation entre la gauche et le capitalisme a été rendue plus complexe encore, au cours du siècle écoulé, par la capacité du capitalisme à se réappropriier au moins une partie de la critique du capitalisme développée par la gauche.

La gauche est encastree dans le capitalisme par l'intermédiaire du libéralisme et de la critique des ordres traditionnels c'est-à-dire, en France, de la société de corps. Ce n'est d'ailleurs pas trop de dire que le capitalisme, dans ses conceptions les plus libérales ou les plus radicales, frôle sans arrêt l'idée de Révolution totale. Cet enracinement de la gauche dans le capitalisme se voit, mieux encore qu'en France, dans les pays d'Europe

centrale. Ainsi, par exemple, en Hongrie dans l'entre-deux guerres une gauche libérale commerçante et industrielle, essentiellement basée à Budapest et à majorité juive, autrichienne ou allemande, s'oppose à la droite agraire, provinciale, dans laquelle se recrutent aussi les membres de l'administration centrale. La gauche révolutionnaire est en partie issue de cette gauche libérale dont elle radicalise certains des idéaux affirmés. La gauche est ainsi l'alliée du libéralisme, jusqu'à se confondre pratiquement avec lui, quand ils se tournent vers leur ennemi commun: la société traditionnelle fondée sur une extension à la société tout entière et, particulièrement, à l'État, de l'ordre qui prévaut dans la cité domestique.

Il faut toutefois, comme le rappelle Fernand Braudel³, se garder de confondre libéralisme et capitalisme, le libéralisme étant un principe régulateur, une exigence et une caution morale du capitalisme qui, dans la pratique, n'a jamais été vraiment appliquée au XIX^e siècle (dynasties familiales, alliances monopolistes, pressions sur l'État pour obtenir des mesures protectionnistes, etc.), si ce n'est dans le cas du marché du travail où l'application du « credo libéral » comme dit Polanyi⁴, permettait d'obtenir une main d'œuvre bon marché et malléable.

D'autre part, le capitalisme du XIX^e siècle passe, en Europe, et particulièrement en France une sorte d'alliance avec les classes attachées à l'ordre domestique dont le patrimoine familial, souvent d'origine agraire, peut être réinvesti dans les nouvelles façons de faire des profits. C'est à cette alliance – d'une certaine façon contre nature – que l'on donnera d'ailleurs le nom de « bourgeoisie » ce qui fait dire à François Furet⁵ (dans l'introduction du *Passé d'une illusion*) que, à la différence de l'Europe, les États-Unis connaissent le développement d'un capitalisme sans la bourgeoisie. Mais c'est bien le lien entre les valeurs du capitalisme (le libéralisme) et la gauche qui rend compte, comme le signale François Furet dans le même texte, de la façon dont les membres de la bourgeoisie, dans leur adolescence et leur jeunesse, se rebellent souvent contre la bourgeoisie au nom même des valeurs que la bourgeoisie reconnaît en tant qu'elle adhère au libéralisme (équité dans la concurrence, innovation, etc.) et qu'elle trahit en tant qu'elle demeure à dominante patrimoniale. Cette alliance expose d'ailleurs la bourgeoisie elle-même à une constante déconvenue dont la cause est pointée par Marx et Engels dans le *Manifeste communiste* quand ils décrivent le cosmos capitaliste comme un univers dans lequel toutes les valeurs héritées du passé, tout ce à quoi la bourgeoisie tient quand elle fait alliance avec les valeurs domestiques, s'auto détruit sous

³ F. Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, vol. 2, Paris, Armand Colin, 1979.

⁴ K. Polanyi, *La grande transformation*, Paris, Gallimard, 1983.

⁵ F. Furet, *Le passé d'une illusion*, Paris, Robert Laffont-Calman Lévy, 1995.

l'effet de la concurrence acharnée pour le profit que se livrent les uns aux autres les détenteurs de capitaux : « Tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée. » –comme il est écrit dans le Manifeste communiste– tel est bien le fondement de la relation éternellement nostalgique que la bourgeoisie entretient avec son passé, comme le développe le beau livre de Marshal Berman sur l'expérience de la modernité qui porte ce titre *All that is solid melts into air*⁶.

La gauche et les deux critiques du capitalisme

La gauche se dégage du capitalisme et le prend pour cible de sa critique quand elle se détourne de la lutte contre la société traditionnelle, rompt en quelque sorte son alliance avec le capitalisme et, par un travail d'interprétation, identifie tous les traits qui caractérisent la société moderne en tant qu'elle est un facteur de déshumanisation et les rassemble à nouveau en les associant au capitalisme. À vrai dire, ce rassemblement n'aboutit pas à une forme unique, à une bonne forme, parce que les différents facteurs de déshumanisation que la critique de gauche identifie dans la modernité capitaliste entrent en tension les uns avec les autres.

Je résumerai ici l'un des thèmes que nous avons développés, Eve Chiapello et moi, dans *Le nouvel esprit du capitalisme*⁷ : celui des deux critiques.

On peut identifier, en effet, dans la critique du capitalisme telle qu'elle s'est développée depuis le milieu du XIX^e siècle deux critiques différentes portées par des groupes différents. La première est la critique sociale : elle met l'accent sur les inégalités, la misère, l'exploitation, et sur l'égoïsme d'un monde qui stimule l'individualisme par opposition à la solidarité. Son principal vecteur a été le mouvement ouvrier. La seconde forme de critique, nous l'appelons la critique artiste. Elle s'est développée d'abord dans de petits cercles d'artistes et d'intellectuels, et elle met l'accent sur d'autres traits du capitalisme : elle critique l'oppression dans un monde capitaliste (la domination du marché, la discipline d'usine), l'uniformisation dans la société de masse et le marchandisage de tout, et valorise un idéal de libération et d'autonomie individuelle, la singularité et l'authenticité.

Ces deux critiques sont orientées l'une et l'autre vers l'horizon d'une Révolution totale et vers la formation d'un homme nouveau, pleinement

humain parce que libéré des contraintes déshumanisantes que fait peser sur l'humanité actuelle la modernité capitaliste. Mais ni les moyens d'y parvenir ni les orientations principales ne sont les mêmes.

La critique sociale fait alliance avec la science, la technique et l'industrie. Elle est, comme l'est le

⁶ M. Berman, *All that is solid melts into air. The experience of modernity*, New York, Simon and Schuster, 1982.

⁷ L. Boltanski, E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

capitalisme lui-même, attachée à l'idée de progrès. Elle subordonne la libération à un changement du régime de propriété et, plus radicalement, du mode de production. La propriété collective doit libérer la production entravée par le régime de propriété privée. C'est la conjonction du changement de régime de propriété et d'une expansion inouïe de la production qui fera cesser l'exploitation, c'est-à-dire l'obstacle principal à la découverte et à la réalisation par les hommes de leur pleine humanité. Enfin, cette critique a une visée solidariste et égalitaire (même si la prédominance des avant-gardes, seules susceptibles d'orienter la critique vers la positivité du monde à venir, qui découle de l'adhésion au déterminisme historique, fait souvent de cette aspiration à l'égalité un vœu pieux). La Révolution se réalisera quand tous les exploités coordonneront leurs actions et elle les libérera tous.

La critique artiste, quant à elle, est aussi fortement anti-industrielle qu'elle est anticapitaliste. Elle prend partie, dans la tradition du romantisme révolutionnaire, pour la singularité du génie (qui peut être identifié en tout homme quand il est autonome), et se montre exaspérée par tout ce qui standardise, uniformise, massifie. Si elle critique le capitalisme, c'est d'abord parce qu'elle voit en lui le facteur principal qui engendre une société de production et de consommation de masse. Mais la critique artiste n'est pas pour autant un traditionalisme. Elle ne prône pas, ou rarement, le retour à un passé idéalisé. Comme l'est le capitalisme, le passé pré-capitaliste lui est odieux, bien que cette horreur puisse être mêlée parfois d'une certaine nostalgie pour le sublime aristocratique. Elle regarde elle aussi vers l'avenir et vers la possibilité d'une humanité sans précédent. Mais, dans la mesure où elle met l'accent sur la spontanéité créatrice individuelle, la critique artiste est, sinon inégalitaire, au moins faiblement orientée vers une exigence d'égalité. Pour que la libération ait des chances de s'accomplir, il faut d'abord que quelques hommes manifestent, face à la modernité capitaliste, une résistance radicale. La force de quelques-uns peut être assez puissante pour, par la provocation qui dévoile le sous-bassement arbitraire d'un ordre sans fondement, faire s'écrouler cet ordre. C'est d'ailleurs le caractère assez sensiblement élitiste de la critique artiste qui favorisera des alliances avec le fascisme –dont certaines variantes appellent aussi à la Révolution totale– ou, chez certains, des allers et retours compliqués entre le fascisme et l'ultra gauche.

Les deux critiques et mai 68

Dans *Le nouvel esprit du capitalisme*, la relation entre le capitalisme, l'esprit du capitalisme et les deux critiques dont il fait l'objet –la critique sociale et la critique artiste– constitue l'un des instruments qui nous servent à restituer sous la forme d'un récit cohérent (nous reprenons à dessein cette

forme dévalorisée à la suite des critiques post-modernes) certains des changements intervenus depuis le milieu des années 65 dans l'ordre économique et social. Sans résumer le contenu de cet ouvrage, j'en rappellerai certains éléments qui nous semblent éclairer la situation qui est aujourd'hui celle de la gauche. Le modèle adopté repose sur une scénographie comportant trois actants : le capitalisme, l'esprit du capitalisme et la critique, elle-même divisée entre critique sociale et critique artiste.

Le capitalisme est caractérisé par une formule minimale mettant l'accent sur une exigence d'accumulation illimitée par des moyens formellement pacifiques, sur la concurrence et sur le salariat. Notre argument est que le capitalisme, envisagé de cette façon, est, à bien des égards, un système absurde : les salariés y ont perdu la propriété des résultats de leur travail et la possibilité de mener une vie active hors de la subordination. Quant aux capitalistes ils se trouvent enchaînés à un processus sans fin et insatiable. Or l'accumulation capitaliste exige la mobilisation d'un très grand nombre de personnes dont une bonne partie au moins n'est pas particulièrement motivée à s'engager dans les pratiques capitalistes, quand elles ne leur sont pas hostiles. Nous appelons esprit du capitalisme l'idéologie qui justifie l'engagement dans le capitalisme et qui rend cet engagement désirable. C'est donc bien parce qu'il fait l'objet de critiques que le capitalisme est amené à être justifié. En l'absence de critiques, la justification serait inutile.

La justification du capitalisme comprend une base relativement stable composée d'arguments forgés principalement par la théorie économique. Soit : le progrès indissociablement technologique et économique, l'efficacité et l'efficience d'une production stimulée par la concurrence et le fait que le capitalisme serait un régime favorable aux libertés individuelles et particulièrement aux libertés politiques. Mais, à côté de ces justifications très générales, on peut identifier des justifications plus spécifiques, et ainsi mieux à même de sensibiliser les personnes. Elles varient historiquement. D'un examen de la littérature sur l'évolution du capitalisme on peut ainsi extraire le dessin de trois « esprits » qui se sont succédés depuis le XIX^e siècle. À un premier esprit, dont on trouve la description par exemple chez Sombart, correspondant à un capitalisme à dominante domestique, dont le bourgeois entrepreneur est la figure dominante, succède, dans les années 30 un second esprit centré sur la grande entreprise intégrée. La figure dominante en est le directeur salarié et les formes de justifications invoquées reposent sur la sécurité assurée par des mécanismes tels que la carrière et par l'association du capitalisme privé au développement de l'État providence, et des expressions méritocratiques de la justice appuyées sur la prise en compte des compétences certifiées par des diplômes. Le nouvel esprit du capitalisme a pour objet principal l'effacement, au cours des années 70, de l'esprit du capitalisme qui s'était formé dans les années 30, et l'ap-

parition d'un troisième esprit dans les années 80. Nous illustrons cette transformation au moyen d'une comparaison systématique entre la littérature de management des années 60 et celle des années 90.

Pour comprendre comment s'est opéré ce changement, nous proposons le processus suivant qui fait jouer de façon dynamique les trois actants dont j'ai parlé tout à l'heure : le capitalisme, l'esprit du capitalisme et la critique. Voici, très sommairement résumées, les étapes de ce processus.

Les années 1965-1975 sont marquées par une élévation très élevée du niveau de critique dont le capitalisme fait l'objet qui culmine en 1968 et dans les années suivantes. Ces critiques font peser sur le capitalisme la menace d'une crise importante. Elles sont loin d'être seulement verbales et s'accompagnent de grèves, de violences. Elles ont pour effet une désorganisation de la production qui fait baisser la qualité des produits industriels et, selon certaines estimations, doublent les coûts salariaux. Ces critiques prennent pour cibles à peu près toutes les épreuves instituées sur lesquelles reposait la légitimité de l'ordre social. Sont ainsi critiquées :

- Les épreuves dont dépendent la relation salaire-profits et le partage de la valeur ajoutée.
- Les épreuves qui légitiment les asymétries en termes de pouvoir et de relations hiérarchiques (au travail mais aussi dans la famille).
- Les épreuves sur lesquelles repose la sélection sociale : les épreuves scolaires, les épreuves de recrutement professionnel, celles dont dépend l'avancement dans la carrière, etc.

La critique dévoile ce qui, dans ces épreuves, transgresse la justice. Ce dévoilement consiste particulièrement à révéler les forces cachées qui viennent parasiter l'épreuve et à démasquer les avantages immérités dont bénéficient certains protagonistes. Ce haut niveau de critique alarme les responsables des institutions du capitalisme et, au premier chef, le patronat, qui s'inquiète vivement de la « crise de l'autorité » et du « refus du travail en entreprise », particulièrement chez les jeunes.

Une particularité importante de la crise dont les événements de mai 68 sont le centre est que les deux critiques, la critique sociale et la critique artiste, y jouent un rôle à peu près équivalent, tandis que, dans les crises sociales antérieures, la critique artiste ne se manifestait que dans des cercles restreints d'intellectuels. On peut attribuer ce changement à l'accroissement très important du nombre des étudiants dans les années 60 et aussi à l'importance également croissante du rôle joué dans le processus de production par les cadres, ingénieurs et techniciens détenteurs de compétences techniques, scientifiques et culturelles d'un niveau élevé. Dans le monde de l'entreprise, la critique artiste se manifeste essentiellement dans les revendications autogestionnaires (présentes surtout au sein du syndicat CFDT) qui exigent la participation des salariés au contrôle de

l'entreprise et mettent l'accent sur l'autonomie individuelle et sur la créativité. Ces revendications sont surtout mises en avant par des techniciens, des ingénieurs et des cadres. À l'opposé, les revendications traditionnelles de la critique sociale (augmentations de salaires, diminution des inégalités, etc.) sont, pour l'essentiel, portées par le syndicat majoritaire, CGT, proche du parti communiste et dominé par les ouvriers de métier.

En France, les organisations patronales chercheront successivement dans deux voies très différentes un moyen de sortir de la crise.

- Première voie : Une première voie va consister, dans les années 1968-1973 environ, à rejeter avec force les revendications relevant de la critique sociale mais, au contraire, à écouter les revendications relevant de la critique sociale. Cela conduit les organisations patronales à rechercher un accord avec les syndicats en convergeant vers des épreuves instituées depuis les années 50 (négociations dans le cadre des conventions collectives, négociations au niveau national sous le contrôle de l'État, etc.). Les syndicats, souvent eux-mêmes assez désorientés par des mouvements sociaux dont ils n'ont pas toujours l'initiative, se prêtent au jeu. Ces négociations ont notamment pour effet un relèvement des salaires les plus bas, une diminution des disparités de salaires et la signature de nombreux accords signés au niveau national qui renforcent la sécurité des salariés. Dans le cas des épreuves dont dépendent la sélection des personnes et l'exercice de l'autorité, la critique a pour effet de rendre ces épreuves plus justes et plus conformes à un idéal méritocratique en conduisant à modifier les dispositifs d'épreuve de façon à rendre plus difficile le recours à des forces qui ne sont pas comprises dans la définition officielle de l'épreuve.

La critique a donc pour effet d'accroître ce que nous appelons la tension des épreuves. La tension croissante des épreuves pénalise des acteurs jusque là privilégiés au sens où ils disposaient de ressources multiples leur donnant un avantage dans des situations d'épreuve très diverses.

- Seconde voie : Le durcissement des épreuves et les mesures favorables aux salariés, qui ont un coût économique et symbolique élevé, n'ont pas pour effet d'arrêter la crise. Le niveau de critique et de désorganisation de la production reste élevé. À partir de 1975 environ, et en prenant appui sur le premier choc pétrolier qui a érodé les profits, les organisations patronales adopteront une seconde stratégie. Elle consistera, pour dire vite, à abandonner le terrain des épreuves instituées, où s'exprime la critique sociale, pour se mettre à l'écoute de revendications nouvelles relevant plutôt de la critique sociale.

Ce changement se manifestera surtout dans le domaine de l'organisation du travail. Un grand nombre d'entreprises importantes développeront alors des innovations et des expérimentations allant dans le sens de ce qui va être appelé « l'amélioration des conditions de travail », mot d'ordre du

patronat à partir de 1975. D'abord réalisés en ordre dispersé, ces changements seront plus ou moins coordonnés par les organisations patronales qui, notamment sous l'influence de sociologues du travail et de nouveaux consultants issus du mouvement de mai 68, ont adopté une nouvelle interprétation de la crise, comme révolte contre les conditions de travail et contre les formes traditionnelles d'autorité.

Ces changements consistent dans une large mesure à reconnaître la validité de l'exigence d'autonomie et à appliquer à l'ensemble du personnel des modes de gestion jusque là réservés aux cadres (équipes autonomes, horaires flexibles, primes, salaire d'efficience, etc.). Au niveau de l'appareil de la production, ils vont de pair avec une série de transformations qui démantèlent la grande entreprise intégrée pour la remplacer par une flottille de petites unités liées par des réseaux de contrats (intérim, sous-traitance, externalisation des fonctions qui ne correspondent pas au métier principal de l'entreprise, etc.).

Cette seconde voie consiste, en résumé, à abandonner les lieux d'épreuve jusque là institués (le système des relations professionnelles) au profit d'une série de déplacements. Ces déplacements introduisent de nouvelles épreuves (par exemple de nouvelles exigences pour les ouvriers dont la capacité à communiquer devient un critère de sélection important). Mais ces épreuves nouvelles sont difficiles à identifier par ceux qui s'y trouvent soumis parce qu'elles n'ont pas fait l'objet d'un travail, notamment juridique, de catégorisation et de réglementation. Le travail du management, dans les années 80, consistera à coordonner ces changements et à leur donner sens, notamment en les interprétant dans le langage des réseaux, emprunté aux sciences sociales.

Cette seconde voie réussira là où la première a échoué. Ces changements permettront une reprise en main de la force de travail et un redéploiement du capitalisme. Ce redéploiement trouve devant lui un champ libre parce que ces changements ont eu pour effet de faire taire la critique, et cela de deux façons différentes. La critique sociale, portée par les grands syndicats, s'est trouvée le plus souvent désarmée face à ces changements qu'elle ne sait pas interpréter. Construite en isomorphie avec son adversaire, la grande entreprise intégrée, la critique sociale perd, au cours de ce processus, les prises qui lui permettaient jusque là d'infléchir, avec une certaine efficacité, les décisions patronales. Quant à la critique sociale, elle perd de son mordant pour une raison très différente. Une grande partie de ceux qui s'en sont fait, dans les années qui entourent mai 68, les porte-parole, sont satisfaits des changements intervenus dans l'organisation du travail et, plus généralement, dans la société, quand ils ne sont pas eux-mêmes intégrés, à la faveur du gouvernement socialiste, aux nouveaux dispositifs de pouvoir.

Le redéploiement du capitalisme dans les années 80 est lié par conséquent à sa capacité à tourner et à rendre obsolètes les contraintes qui étaient pertinentes dans le cadre du second esprit du capitalisme. Le déplacement des épreuves durant cette période et le silence d'une critique déboussolée permettent le redéploiement d'un capitalisme libéré de la plupart des contraintes qu'il devait jusque là respecter.

L'un des résultats de ce redéploiement est d'avoir fait basculer dans un sens favorable au capital le partage salaire/profits qui, dans les années 70, s'était infléchi en faveur des salariés. Mais cela au prix d'un accroissement des inégalités, de la précarité et d'un appauvrissement de couches importantes du salariat. Ces dégradations de la condition salariale entraînent, dans les années 90 un retour de la critique dont témoignent, notamment, les grandes grèves de l'automne 1995. Ce renouveau de la critique, qui se manifeste actuellement surtout sur le terrain de la critique sociale (la critique artiste restant largement silencieuse ou routinière, au moins pour ce qui concerne la sphère économique) va dans le sens d'une réflexion conduisant à régler les nouvelles épreuves et à enraciner dans de nouveaux dispositifs de justice le troisième esprit du capitalisme. C'est ainsi qu'un grand nombre de dispositifs actuellement à l'étude en France peut être considéré comme visant à enraciner de nouvelles exigences de justice nées avec le troisième esprit du capitalisme (ce que nous avons appelé, en reprenant le concept de cité développée dans [De la justification⁸ la cité par projet](#)) dans des dispositifs dotés d'une existence juridique. Sachant que le nouvel esprit du capitalisme valorise au plus au point la mobilité, ces dispositifs visent, notamment, à établir des compromis entre une exigence de mobilité et une exigence de sécurité. C'est le cas, par exemple, du « contrat d'activité » qui s'ajouterait au contrat de travail et qui donnerait la possibilité à des salariés que leur entreprise ne veut pas ou ne peut pas conserver, de faire une formation ou d'être employés par des organisations à but non lucratif.

La gauche, le capitalisme et l'aspiration à la Révolution totale aujourd'hui
Qu'en est-il aujourd'hui de l'aspiration à la Révolution totale dont nous avons soutenu, au début de ce texte, qu'elle constituait le trait le plus caractéristique et le plus permanent de la gauche, son centre idéologique qu'elle ne peut complètement renier sans rompre définitivement avec une identité constituée au cours de deux siècles de critiques et de luttes?

Notre argument sera le suivant : nous soutiendrons d'une part que l'aspiration à la Révolution totale s'est déplacée du domaine de la production des biens matériels à celui de la reproduction des personnes humaines et,

⁸ L. Boltanski, L. Thévenot, *De la justification*, Paris, Gallimard, 1991.

d'autre part, que cette aspiration ne s'oppose plus frontalement au capitalisme mais se conjugue avec lui. Autrement-dit, si cette analyse est

juste, nous sommes aujourd'hui en présence de deux gauches dont les relations vont du conflit au compromis. Soit, premièrement, une gauche anticapitaliste, qui poursuit la critique sur le terrain de l'économie, du travail et de la production, mais qui n'aspire plus à la Révolution totale et, deuxièmement, une gauche qui aspire à la Révolution totale mais sur un autre terrain, celui de la génération, de la reproduction des êtres humains, de la parenté, et qui n'est plus anticapitaliste.

La gauche anticapitaliste

La gauche anticapitaliste n'aspire plus à la Révolution totale –compris comme une transformation radicale des rapports de production – parce que la Révolution totale a échoué. La critique sociale a échoué dans les pays capitalistes de la façon qu'on vient de voir : elle s'est montrée incapable de défendre les acquis sociaux, d'empêcher un nouveau partage du rapport salaires/profits, favorable aux détenteurs de capitaux, de s'opposer à l'accroissement des inégalités et, plus généralement, aux destructions en tous genres qui ont accompagné le redéploiement du capitalisme dans les années 80-90. Elle s'est donc trouvée marginalisée. D'autre part, dans les pays socialistes, et sur le terrain qui était celui de prédilection de la critique sociale, le changement de régime de propriété n'a pas eu la conséquence attendue de libérer les forces productives et, par-là, de faire cesser l'exploitation. Les capacités productives ont stagné ou se sont effondrées et l'exploitation a continué sous d'autres formes comme l'avaient compris, dans les années 50, les trotskistes et particulièrement, en France, le groupe Socialisme ou Barbarie (Lefort et Castoriadis). On peut bien sûr considérer que ces exemples ne sont pas probants en arguant du fait que les pays du socialisme réel n'avaient de socialiste que le nom et n'avaient certainement pas réalisé la Révolution totale. Il reste que le caractère quasi général de ces échecs ne fait pas de l'idée de « révolution », au sens du mouvement ouvrier et surtout du mouvement communiste, un mot d'ordre très attrayant.

La critique sociale qui est réapparue en France après 1995 semble donc avoir abandonné l'aspiration à une Révolution totale. Elle part des droits démocratiques existant et fait par-là penser à ces révoltes populaires sous l'Ancien Régime dont parle Charles Tilly, qui allaient chercher le seigneur contre qui la révolte était dirigée pour le placer, de force et attaché, en tête de leur cortège de façon à bien montrer qu'ils ne demandaient rien d'autre que le respect des droits qui étaient les leurs dans le cadre de l'ordre féodal. De même, les nouveaux mouvements sociaux n'ont à la bouche que démocratie, droits et citoyenneté. Ils demandent le respect des droits existants et, bien que de façon assez discrète, la reconnaissance de nouveaux droits –présentés, le plus souvent, comme dérivés des Droits de l'homme–, mais ne mettent pas en cause les institutions existantes dans leur ensem-

ble. Ils insistent bien sur le caractère déshumanisant des conditions de vie qui sont celles des exclus, mais ne condamnent pas radicalement les formes de vie qui prévalent dans les sociétés démocratiques contemporaines de l'hémisphère Nord, considérées, au moins tacitement, comme les meilleures du monde, même lorsque est dénoncée l'exploitation à laquelle elles soumettent les pays du Sud.

De même, les organisations plus nettement tournées vers la vie économique, vers les entreprises et vers l'organisation du travail peuvent être dites réformistes. Elles n'envisagent pas une sortie prochaine du capitalisme (qu'on allait sortir rapidement du capitalisme était encore une opinion très courante dans les années 70) et proposent des mesures – d'ailleurs pour la plupart actuellement à l'état de projet – visant à limiter le pouvoir des actionnaires ou encore à tisser un compromis entre l'exigence de mobilité et de flexibilité du capitalisme et la recherche d'une amélioration de la sécurité des salariés. Nous avons, dans *Le nouvel esprit du capitalisme*, donné un certain nombre d'exemples de ces dispositifs.

Les mouvements les plus radicaux sont ceux qui prennent pour objectif principal, non les droits nationaux, mais les organismes internationaux qui assurent la régulation du capitalisme c'est-à-dire la conciliation entre la recherche d'un intérêt commun aux détenteurs du capital et aux dirigeants des grandes firmes et, d'autre part, la concurrence très dure qui oppose ces mêmes détenteurs et ces mêmes dirigeants. Ces organismes sont soit l'émanation des États, comme la Banque mondiale, soit les grands cabinets de consultants ayant une implantation multinationale, soit des officines privées de réflexion, de négociation ou de conciliation. Mais ces mouvements eux-mêmes, s'ils se donnent pour objectif de peser sur les pouvoirs internationaux et d'imposer des réformes (comme la fameuse taxe Tobin), ne se dotent pas d'un programme orienté vers l'horizon de la Révolution totale.

La critique artiste, quant à elle, n'a pas échoué. Elle a trop bien réussi. Dans le *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, publié en 1967, Raoul Vaneigem écrit : « A-t-on pris la peine d'étudier les modalités de travail des peuples primitifs, l'importance du jeu et de la créativité, l'incroyable rendement obtenu par des méthodes qu'un appoint des techniques modernes rendrait cent fois plus efficaces encore ? »⁹. On peut dire qu'il a été entendu et cette phrase pourrait figurer dans un ouvrage de management publié dans les années 90 que nous avons analysé (parmi de nombreux) dans *Le nouvel esprit...* Comme nous l'avons montré dans cet ouvrage, des pans entiers de la critique artiste du capitalisme ont été intégrés à la

⁹ R. Vaneigem, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Paris, Gallimard, 1967, p. 55.

rhétorique du management qui, dénonçant à son tour le taylorisme et la standardisation, reconnaît, dans les années 80, du côté des producteurs, la validité de leurs aspirations à l'autonomie, à la

créativité et, du côté des consommateurs, le bien fondé de leurs aspirations à trouver sur le marché des objets et des services à la fois de meilleure qualité et plus singuliers. La référence à l'authenticité – terme qui est emprunté à la critique de la modernité capitaliste pour devenir un lieu commun de l'auto célébration du capitalisme – résume ces nouvelles exigences à une vie professionnelle plus « authentique » au sens où elle favoriserait la réalisation de soi, et à l'appropriation d'objets plus « authentiques » au sens où ils s'ajusteraient toujours plus à la plasticité des désirs les plus intimes et les plus singuliers.

La référence à des logiques de réseau est aussi centrale dans le nouveau management et dans le nouveau marketing. Dans le nouveau management, elle sert à donner sens et à valoriser les nouvelles formes d'organisation de la production (sous-traitance, intérim, externalisation, travail en équipes autonomes, management par projets, etc.) et, par contre coup, à casser les références à des collectifs de travail, à des solidarités fondées sur une similitude de conditions et, à un niveau plus général, à des classes sociales, qui avait constitué depuis le XIX^e siècle un des supports les plus solides de la critique. Dans le nouveau marketing, elle sert à revaloriser l'acte d'achat, qui est symboliquement écarté des comportements grégaires qu'avait dénoncés la critique de la société de consommation, pour être assimilé à une quête personnelle, comme le suggère aujourd'hui les représentations foisonnantes de l'excitation libertaire qui est censée saisir le nouveau consommateur surfant sur le net.

Bien évidemment, l'accrochage entre la référence à l'authenticité et la référence aux réseaux ne va pas de soi, ne serait-ce que dans la mesure où les logiques de réseau ont été historiquement pensées, notamment, pour casser les définitions de la vérité, par opposition au simulacre, qui sous-tendaient le discours de l'authenticité. Mais cette tension est partiellement résorbée dans la formation progressive d'une nouvelle figure idéologique – celle du projet – dont on peut penser qu'elle accédera, dans les années qui viennent, à la robustesse et à la stabilité d'une nouvelle cité – au sens où, avec Laurent Thévenot, nous avons développé cette notion dans *De la justification* – en s'enracinant dans des dispositifs organisationnels, juridiques et objectaux. Elle pourra alors être le support de jugements permettant d'ordonner les personnes et les choses selon l'ordre des états de grandeurs auxquels ils peuvent prétendre.

Par-là même, la double référence au réseau et à l'authenticité rassemblés dans la notion de projet, constitue aussi le cœur d'une nouvelle conception de l'excellence humaine : est grand celui qui est capable de s'engager pleinement dans des projets tout en sachant que ces projets sont transitoires et tout en demeurant flexible, c'est-à-dire toujours prêt à rechercher de nouvelles connexions plus improbables et par-là plus valo-

risantes. Dans cette nouvelle conception de la valeur humaine, c'est précisément en étant le plus léger possible, le plus adaptable, le plus flexible, le plus attentif aux demandes de la situation présente, le plus tolérant aux autres, que l'on a le plus de chances de devenir vraiment soi-même, d'être le plus authentique.

Plusieurs remarques s'imposent. La première est que cette nouvelle conception de la grandeur des personnes, des dispositifs et des choses, est compatible avec le libéralisme. Elle permet de renouer avec les origines de gauche du capitalisme, de réconcilier le capitalisme et la critique du capitalisme, et de susciter la croyance dans la chimère d'un capitalisme gauchiste. La seconde est qu'il ne faut pas la prendre trop au sérieux. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, celui de l'autonomie dans le travail, on peut penser que la valorisation de la confiance (objet de prédilection de la socio-économie du travail dans les années 1980) a correspondu à une période particulière de « control gap » – pour reprendre la formule de Beniger¹⁰ – caractérisé par un abandon des anciennes formes tayloriennes de contrôle rapproché, avant que n'aient été complètement mises au point les techniques informatiques de contrôle à distance en temps réel qui se développent actuellement. Parions que, d'ici quelques années, on n'entendra plus parler de la fameuse « confiance », sujet de tant de colloques érudits dans les années 80 et 90.

D'autre part, comme le montre maintenant à l'évidence tout un ensemble d'enquêtes statistiques et de monographies de terrain, qu'il serait trop long de citer ici, les nouvelles formes d'organisation économiques ont eu pour résultat une très forte intensification du travail auquel sont soumis les salariés, et des dégradations psychologiques ou physiques liées au travail (avec par exemple la polyvalence, les flux tendus ou la flexibilité des horaires, qui visent d'abord à supprimer les temps morts, à rendre les défaillances immédiatement visibles par le management, et à faire supporter aux salariés les coûts résultants des aléas du marché). Parallèlement – comme nous l'avons montré dans *Le nouvel esprit*, se développent de nouvelles formes d'exploitation reposant sur un différentiel de mobilité qui vient s'ajouter aux formes d'exploitation reposant sur un différentiel de propriété (qui ne continuent pas moins à jouer un rôle central dans la production des inégalités).

Il faut ajouter que l'intensification du travail et les nouvelles formes d'exploitation semblent ne plus toucher seulement les personnes occupant des emplois subalternes mais également ceux que l'on appelait autrefois les « cadres », catégorie en forte expansion numérique mais dont la réalité et la légitimité sont très fortement contestés, non plus, comme autrefois, sur la base d'analyses marxistes, mais par les organismes patronaux. Tout se

10 J. Beniger, *The control revolution*, Cambridge, Mass., Harvard UP, 1986.

11 L. Boltanski, *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Minit, 1982.

douter que le terme de « bourgeoisie », utilisé ici pour aller vite et faute de mieux, soit vraiment celui qui convienne. Sans doute une nouvelle classe est-elle en train de prendre forme, le terme de classe étant lui aussi utilisé faute de mieux et avec le sentiment qu'il ne convient pas vraiment. En effet, le terme de classe, dans la France des années 30 jusqu'aux années 80, n'a pas seulement désigné des groupes composés de personnes rapprochées par une similarité de conditions. Il a désigné des groupes constitués, notamment selon une logique syndicale, et représentés dans l'État. La « classe sociale », comme institution, a donc correspondu à une construction bien particulière de la relation entre la société civile et l'État dans laquelle l'État était le garant de la justice sociale conçue comme résultant d'une redistribution des gains de productivité entre les groupes sociaux¹¹. Or ce que je vise en parlant de l'apparition d'une nouvelle classe n'a en rien la prétention d'être représentée par des organisations aux contours fermes, ni dans l'État. Démunie de représentation institutionnelle, elle est en revanche fortement représentée au sens d'une représentation goffmanienne de soi. Vous en avez tous comme moi l'intuition : des hommes et des femmes, jeunes, diplômés, vivant dans le centre de très grandes villes comme Paris, Londres, Berlin, New York, San Francisco, etc., cultivés et fort consommateurs de produits culturels, célibataires ou en couples mais de préférence sans enfants ou retardant très fortement, par rapport à la génération antérieure, l'âge de la première naissance (dinks : double income no kids, selon la formule anglo-saxonne). Tous visent la réussite financière mais beaucoup, sans aucun doute ne l'atteignent pas, les inégalités de revenus étant particulièrement fortes dans ces catégories (elles sont particulièrement importantes parmi les artistes peintres et plasticiens, chez les gens du spectacle, etc.). Ils sont très occupés par une vie professionnelle qui – généralisation de l'ancien modèle de l'artiste –, est de plus en plus difficile à distinguer de leur vie privée. Ils sont occupés dans les secteurs où les taux de marge sont les plus élevés et où les profits globaux du capitalisme sont les plus assurés, c'est-à-dire la finance, l'art, la mode, l'informatique, la communication et les media. Ils participent aussi, souvent en même temps, au monde de l'université et de la recherche, l'opposition entre l'appartenance au secteur privé ou au secteur public perdant, dans ces zones, toute pertinence. Il est très difficile de dire si les membres de cette nouvelle classe sont exploités ou exploités. Sans doute les deux, sous différents rapports. Ils ne le savent pas eux-mêmes balançant, selon leur niveau de réussite entre la célébration du nouveau monde et la critique ; entre la droite et la gauche.

En quoi sont-ils de droite ? Ils le sont certainement selon des critères un peu vieillis, au sens où ils ne sont plus habités par le sens de l'injustice

11 L. Boltanski, *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Minit, 1982.

sociale et par la culpabilité que les intellectuels des générations précédentes ont si souvent mis en scène quand ils parlaient d'eux-mêmes. Une notion comme celle d'exploitation leur est parfaitement étrangère. Ils ont largement oublié qu'il existait toujours des ouvriers, des paysans, des pauvres non magnifiés par le sublime des banlieues. On pourrait dire qu'ils sont de droite parce que le monde comme il est, leur convient plutôt. Ils sont parfaitement bien encastés dans le nouveau capitalisme. C'est dire qu'ils ont complètement abandonné l'idée de Révolution totale dans le domaine des rapports de production, dans l'ordre économique. Inutile de l'attendre : elle est pour eux advenue.

En quoi sont-ils de gauche ? Ils sont de gauche au sens où ils ont rejeté de la plupart des situations de leur vie les traits qui correspondaient au type d'ordre que nous avons décrit, avec Laurent Thévenot, quand nous avons déployé la cité domestique. Si l'on voulait d'ailleurs donner la description la plus rapide, la plus laconique, de ce qui s'est passé en France en mai 68, sans doute conviendrait-il de dire que cette crise a abouti à chasser l'ordre domestique de la plupart des situations, et notamment des situations de travail, où elle jouait encore, dans les années 50-60, un rôle très important dans la formation des jugements de grandeur, cela le plus souvent en compromis avec d'autres cités, comme ce que nous avons appelé la cité industrielle ou la cité civique. En ce sens, on peut dire que mai 68 achève un mouvement de libération par rapport aux dépendances personnelles commencé avec Rousseau. Bien sûr, ces dépendances personnelles réapparaissent dans la métaphore du réseau. Mais ces nouvelles dépendances (chacun n'est autre que la relation entre les liens qu'il est parvenu à tisser) peuvent se présenter comme électives, hasardeuses, excitantes, par opposition aux anciennes dépendances prescrites.

Révolution dans la reproduction : le nouvel horizon de la Révolution totale

L'hypothèse sur laquelle nous voudrions finir est la suivante : l'aspiration à une Révolution totale s'est maintenue dans une part importante – peut-être prépondérante – de la gauche actuelle avec, à peu près, la même structure qu'au XIX^e siècle, mais elle a abandonné la question des relations économiques, celle des rapports de propriété et des rapports de production, pour investir la question de la génération, de la reproduction humaine et celle du rapport entre la sexualité et la parenté.

Un simple coup d'œil quotidien aux journaux suffit à montrer que les débats à propos desquels se constituent des camps nettement polarisés et qui engagent des passions politiques intenses, ne se forment plus sur le terrain économique. Il existe bien des opinions assez fortement divergentes sur les questions touchant à la propriété, au travail, au rôle de l'État dans la gestion de l'économie, etc. Mais autour de ces thèmes ne

parviennent pas à se former des camps aux positions cohérentes et nettement opposées, sans recouvrements partiels. La discussion existe, mais elle n'est pas conduite sur le mode de l'injure et de l'excommunication mutuelle. Tout le monde, ou presque, est bien poli. Tout le monde, ou presque, est bien compréhensif. Tout le monde, ou presque, est bien habermassien, bien démocratique, bien délibératif. D'ailleurs, aucun groupe n'exprime plus clairement l'espoir d'associer la formation de son identité à des causes pertinentes dans l'ordre économique. En témoigne, par exemple, l'échec d'une auto-constitution de groupes sur la base du chômage ou de l'exclusion. Sans parler du quasi-abandon par les intellectuels issus de la classe ouvrière ou de la paysannerie de la référence explicite à leur origine sociale qui, fréquente dans les années 70 parmi les intellectuels de gauche, exprimait indissociablement, une solidarité avec les exploités, une protestation et une forme d'honneur social.

À l'opposé, de nouveaux débats très vifs, très polarisés, très malpolis, sont apparus depuis trente ans, qui ont pour centre des questions comme celles de l'avortement, de la procréation médicalement assistée, de l'autonomie des mineurs en matière de contraception, du mariage, de l'union libre, de la famille et du PACS, de l'union homosexuelle, de la constitution de familles homosexuelles, enfin du statut juridique de l'embryon ou du fœtus, êtres qui jusqu'ici, et cela de façon apparemment universelle, étaient restés non seulement hors-droit mais même à l'écart de toute relation sociale, comme en témoigne, par exemple, le fait que l'avortement, connu et pratiqué dans la plupart des sociétés, n'avait jamais été accompagné d'aucun rituel d'aucune sorte.

L'ampleur prise par ces débats a certainement des raisons multiples qu'il serait trop long et d'ailleurs trop difficile d'aborder ici. Mais leur intensité est liée à l'évidence à l'auto-constitution de groupes autour d'identités nouvelles, c'est-à-dire au féminisme, particulièrement sous la forme du féminisme radical, centré sur la question de la reproduction (par opposition à ce qu'on a appelé, aux États-Unis, le féminisme égalitaire, centré sur la revendication d'une non-discrimination dans l'emploi et d'une égalité de salaires) et, dans le sillage du féminisme, à la formation d'une homosexualité identitaire et militante.

En quoi ces mouvements sont-ils porteurs d'aspirations qui ont beaucoup de liens avec la thématique de la Révolution totale ? Le féminisme radical, tel qu'on le trouve thématiqué aux États-Unis à la fin des années 60 et au début des années 70, par des militantes venues du mouvement des droits civiques et souvent d'inspiration marxiste, met bien l'accent sur un obstacle à la réalisation de l'humanité dans le temps présent qui n'est pas seulement la discrimination dont les femmes font l'objet mais, plus fondamentalement, l'oppression qu'elles subissent. Cette oppression est

définie comme sexuelle, c'est-à-dire non seulement comme une oppression d'un sexe par un autre mais comme une oppression s'affirmant sur un terrain particulier qui est celui de la sexualité et du rapport que la sexualité entretient avec la génération et avec la parenté. L'oppression sexuelle prend donc racine dans l'institution du rapport sexuel, construction politique reposant sur les dispositifs du couple et de la famille et maintenue par l'idéologie de l'amour romantique et de l'amour maternel. Des auteurs comme Shulamith Firestone ou Kate Millet, qui ont marqué les mouvements féministes apparus autour des événements de mai 68, transposant des schèmes marxistes, ont mis l'accent sur la réification des femmes dans la famille patriarcale, où elles sont purement définies en termes de fonctions de procréation, traitées comme un capital que les hommes exploitent pour se reproduire et, ainsi, coupées de la possibilité d'accéder à une pleine humanité¹². Selon un schème relevant également de la thématique de la Révolution totale, les hommes ne sont pas moins aliénés que les femmes par l'oppression sexuelle qu'ils leur imposent en sorte que la révolution féministe libérera non seulement les femmes, en tant que classe sexuelle opprimée, mais l'ensemble de l'humanité. Dès 1970, dans *The dialectic of sex*, Shulamith Firestone anticipe cette libération par un changement du mode de reproduction mettant à profit le développement des techniques de reproduction artificielle, de façon à répartir le poids de la gestation et de l'éducation sur l'ensemble de la société.

Placée sur le terrain de l'oppression sexuelle et de la maîtrise de la procréation, la constitution d'une identité féministe s'est affermie par l'intermédiaire des luttes des années 60 et 70 pour la légitimation de l'avortement. C'est d'ailleurs le déplacement du cœur des revendications féministes de la lutte pour des droits politiques égaux et contre la discrimination en matière d'éducation, de travail, de salaires, sur la question de l'avortement qui a marqué la radicalisation du mouvement, entraînant, aux États-Unis plus qu'en Europe, une polarisation en deux camps opposés entre lesquels il n'a toujours pas été possible de forger un compromis. Cette polarisation préfigure, dès le début des années 70, sur tous les terrains qui touchent à la reproduction et au statut de l'embryon, la restructuration de l'opposition entre la gauche et la droite qui est en train de se développer actuellement et qui n'en est certainement qu'à ses débuts, cette fois non plus dans le domaine de la politique économique mais dans celui de la bio politique.

Pour conclure rapidement sur les aspirations à la Révolution totale qui se constituent actuellement dans l'ordre de la reproduction humaine, on peut faire les remarques suivantes. La première est qu'il s'agit d'une révolution beaucoup plus radicale que celles auxquelles aspiraient nos prédécesseurs du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e siècle qui plaçaient

¹² G. Castro, *Radioscopie du féminisme américain*, Paris, presses de la FNSP, 1984.

leurs aspirations sur le terrain des droits de propriété, de l'économie, de l'État. Elle est plus radicale parce qu'elle s'insinue dans des zones où les anciennes définitions de la révolution étaient incapables d'aller : celle des interactions les plus intimes entre les êtres humains, c'est-à-dire des interactions sexuelles et des interactions familiales. Mais aussi parce qu'elle touche aux structures qui avaient constitué jusqu'ici le soubassement de tous les arrangements sociétaux, c'est-à-dire les structures de la parenté. Enfin parce qu'elles engagent une redéfinition radicale de l'anthropologie.

Cette nouvelle anthropologie peut d'ailleurs être facilement mise en harmonie avec l'anthropologie qui sous-tend l'aspiration à une Révolution totale. L'un des éléments centraux de cette nouvelle anthropologie est la séparation entre une première humanité, en quelque sorte biologique ou de fait, et une seconde humanité, en quelque sorte d'élection, qui est aujourd'hui institutionnalisée dans la distinction, proposée d'abord, dès la première moitié des années 70, par des philosophes moraux comme Michael Tooley¹³, avant d'être inscrite dans des dispositifs juridiques, entre les «êtres humains», qui peuvent avoir des droits, mais pas nécessairement le droit à la vie, et les «personnes humaines», caractérisées par le fait que leur est assuré un droit à la vie. Or une telle opposition, peut constituer une façon de reprendre la distinction, dont nous étions partis, entre une sous-humanité, entravée dans son développement par les conditions actuelles d'existence, et une humanité à venir accédant, par sa libération, à un plein épanouissement. Il suffirait, pour s'en convaincre, de relire les propos tenus par des philosophes en tous genres, d'ailleurs souvent abracadabrants, que suscitent régulièrement les réussites technologiques actuelles dans le domaine de la biologie.

La seconde remarque est que cette nouvelle forme d'aspiration à la Révolution totale est indifférente par rapport à la question du capitalisme. Contrairement à ce qu'avaient pensé les premières féministes radicales des années 70, la Révolution totale peut parfaitement se développer sur le terrain de la reproduction humaine sans affecter en rien celui de la production des biens matériels et des services. Une Révolution totale dans le domaine de la reproduction aurait certainement des effets importants sur l'économie, ne serait-ce qu'à cause des liens très serrés, unanimement reconnus depuis Malthus, qu'entretiennent l'économie et la démographie, mais ces effets sont tout à fait compatibles avec le maintien des droits de propriété sous leur forme actuelle et avec l'expansion du capitalisme mondial. Différents indices incitent même à penser que les effets d'une Révolution totale dans le domaine de la reproduction seraient plutôt favorables à l'expansion du capitalisme.

¹³ M. Tooley, «Abortion and infanticide», in *Philosophy and public affairs*, vol 2, n° 1, 1972, pp. 37-65.